

du nouveau ministère de l'Approvisionnement et des Services je félicite le ministre et lui souhaite bonne chance, mais en ma qualité de nouveau député et d'homme d'affaires relativement modeste, j'ai des doutes quant à ses explications d'aujourd'hui sur la façon dont il s'y prendra pour faire fonctionner son ministère, si l'on tient compte ce qu'il a dit récemment à Terre-Neuve.

Son ministère, il l'a dit, est une lourde responsabilité. Le ministre doit dépenser 1 milliard de dollars pour divers achats pour le compte de différents ministères. Comment concilier ce qu'il vient de dire et ce qu'il a dit à Terre-Neuve, alors qu'il défendait les dépenses inutiles du premier ministre de cette province. Voici ce qu'il disait à Terre-Neuve.

Si nous ne voulons pas miser sur l'avenir, dans 50 ans nous en serons malheureusement au même point que les provinces Maritimes.

Il a ajouté:

S'il s'agit de logique pure et simple et de risques à prendre, on n'a pas à se demander de quel bord je suis.

J'espère sincèrement qu'il n'applique pas ce procédé de jeu de hasard, qui a tant nui aux finances de Terre-Neuve, aux lourdes responsabilités qu'il assume en dépensant les vastes sommes qui lui sont confiées.

Pour conclure, monsieur le président, j'espère qu'il examinera favorablement la pétition des citoyens de Stephenville que précède la mise en vente de l'aérogare d'Air Canada de cette localité par la Corporation de disposition des biens de la Couronne. Quand il aura reçu le mémoire, j'espère qu'il décidera de ne vendre l'aérogare qu'aux citoyens de Stephenville.

L'hon. M. Jamieson: Monsieur le président, le député voudrait bien, j'en suis sûr, expliquer ce qu'il a dit d'entrée de jeu. A vrai dire, sa citation était probablement exacte dans l'ensemble, mais elle était quelque peu hors de contexte. Mais là n'est pas la question. Je ne sache pas qu'une pétition soit parvenue à mon bureau, mais je puis assurer le député qu'elle recevra toute mon attention. Puis-je demander au député si elle me parviendra bientôt?

M. Marshall: J'en ai une copie sur moi. On me l'a donnée lorsque je m'apprêtais à revenir à Ottawa. Celle du ministre est en route, mais je veux bien lui prêter la mienne, si elle peut lui être utile.

L'hon. M. Jamieson: Si elle ne m'est pas parvenue demain ou après demain, j'en aviserai le député.

[M. Marshall.]

M. Coates: D'une manière générale, la Commission Glassco a critiqué assez sévèrement l'organisation actuelle de la Corporation de disposition des biens de la Couronne. Le ministre n'en a pas parlé dans son discours de présentation. C'est pourquoi j'aimerais qu'il renseigne le comité sur ses intentions concernant cet organisme.

L'hon. M. Jamieson: Volontiers, monsieur le président. Je devrais sans doute m'excuser d'avoir passé sous silence la Corporation de disposition des biens de la Couronne, mais c'est qu'on ne lui affecte aucun crédit particulier. Or, je ne faisais que lire les différentes rubriques des prévisions. Un certain nombre de propositions présentées de temps à autre au sujet de la Corporation, y compris celles de la Commission Glassco, ont été appliquées. Je suis convaincu que les modalités actuelles sont meilleures que les précédentes. Le directeur général de la Corporation est un homme très actif. De concert avec le président de la Commission, il revise les méthodes et les modalités de cet organisme. Leur travail est assez avancé.

Quant à moi, je ne suis pas entièrement sûr que notre situation soit enfin la meilleure possible. J'ai entrepris, avec la Corporation, une série d'études sur ses méthodes et ses pratiques afin d'augmenter sa productivité et les profits qui en découlent pour nos contribuables.

Le député de Central Nova m'a posé une question au sujet du *New Liskeard*. Le service de ce navire devait être progressivement réduit, et il y avait décalage entre le moment où il ne pourrait plus servir et celui où son remplaçant *The Quest*, présentement en voie de construction, serait prêt. Il fut d'abord décidé que les réparations envisagées coûteraient vraiment trop cher, compte tenu de la durée de son service. On décida donc de ne pas le réparer ni de le remettre en état.

On a signalé par la suite qu'il faudrait peut-être l'employer plus longtemps en attendant que le *Quest* soit prêt. Des réparations et une révision des plus sommaires furent donc proposées. Finalement, comme le programme du *Quest* a été accéléré et que, de toute évidence, ce navire serait prêt plus tôt, on décida donc de ne pas faire de réparations coûteuses.

Le député de Frontenac a fait allusion à l'achat de l'un de nos navires par Madame Kennedy. Monsieur le président, je serais trop heureux d'entreprendre des négociations avec elle au sujet du *New Liskeard* dans quelques mois.